



BULLETIN D'INFORMATION

de l'association d'aide
Aux membres et familles
DE LA GENDARMERIE /

Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie, membre de l'Entente Gendarmerie.
Fait partie des associations signataires de la Charte des associations avec la Direction Générale de la Gendarmerie.



La colonelle GUILLAUME
devient la plus jeune
générale de France

- 4 **La Colonelle GUILLAUME** devient la plus jeune générale de France



- 6 **Embarquez dans l'hélicoptère** de la section aérienne de la gendarmerie
- 8 **Le musée de la gendarmerie nationale** à Melun
- 10 **Manche** : 46 ans après leur service, 8 gendarmes se retrouvent autours de leur ancien commandant
- 12 **Pourquoi la futur gendarmerie de Saint-Brevin** va coûter un million d'euros de plus que prévu
- 14 **Les réservistes** de la gendarmerie se forment
- 15 **Décès du gendarme Jean-Jacques Boy** du groupement de gendarmerie de l'Ariège
- 16 **Fin de l'opération** sentinelle
- 19 **la vieille Mégane RS** des gendarmes de l'Hérault poussée à la retraite
- 20 **La Gendarmerie de Sarzeau** s'équipe de vélos à assistance électrique
- 21 **Une brigade mobile de gendarmerie** pour garder du lien avec la population ardéchoise
- 22 **L'IRCGN** ouvre les voies de la coopération en criminalistique avec la police maldivienne
- 23 **Lattes : Un gendarme en civil perd son arme de service** en plongeant dans le port pour sauver un homme victime d'un malaise
- 24 **Covid-19** : Des gendarmes qui refusaient de se faire vacciner ont-ils été suspendus ?
- 25 **Gendarmerie nationale** : dans les coulisses de l'entraînement des chiens enquêteurs
- 25 **Millau Groupama** remet une Peugeot 5008 à la gendarmerie
- 26 **Plus de 3,6 M€ de travaux** prévus à l'école de gendarmerie de Châteaulin en 2022
- 27 **Plus de 300 gendarmes** pour lutter contre les sites d'orpailage clandestin
- 28 **Communiqué** de la gendarmerie

■ **Les femmes en Gendarmerie** L'AAMFG, soucieuse de vous informer, met à votre disposition un site internet.

Elle reprends certaines informations importantes de son site dans son bulletin d'information, notamment sur les conditions de vie, sur la famille et sur les femmes dans la gendarmerie.

Murielle NOËL, présidente de l'AAMFG est touchée et concernée par cette évolution historique, et cela à plus d'un titre.

D'une part, pour avoir toujours vécu dans des enceintes militaires d'abord en tant que fille et après en tant qu'épouse de gendarme, qui de ce fait, lui permet d'avoir une analyse juste et forte de la situation. D'autre part, pour avoir été à la création et ensuite à la tête du MFG, le Mouvement des Femmes de Gendarmes la première association ayant pris en compte cette spécificité de la gente féminine au sein de l'institution avant de poursuivre sa présidence au sein de l'aaMFG.

■ **Les femmes en Gendarmerie : les débuts**

Jusqu'aux années soixante, les femmes n'étaient pas admises dans la Gendarmerie nationale. Institution militaire pas excellence, la Gendarmerie considérait que les femmes ne pouvaient exercer le métier des armes.

C'est la loi du 13 juillet 1972 qui ouvre la porte aux femmes en Gendarmerie.

C'est un bond en avant, une révolution pour l'institution militaire.



Cependant, durant une décennie, l'évolution reste plutôt lente puisque les seules femmes en Gendarmerie sont des personnels de soutien (un soutien administratif).

C'est en 1982 que les femmes peuvent aller sur le terrain et se confronter aux missions, parfois périlleuses, jusque-là réservées aux hommes. C'est une première dans l'histoire de la gendarmerie française. En 2013, La générale Isabelle Guion de Méritens obtient sa quatrième étoile devenant ainsi la première femme générale de corps d'armée de la Gendarmerie.

En 2022, Florence Guillaume décroche un record historique : à 47 ans, Florence Guillaume est devenue la plus jeune générale de l'histoire contemporaine, à savoir depuis le début du XIXe siècle, alors même que la gendarmerie ne compte que six femmes, dont elle, parmi ses 130 généraux. Dans l'armée en général, seules 15,5% des militaires sont de femmes.

Le record était jusqu'alors détenu par le général Roland Gilles, nommé à 48 ans.

Murielle NOËL
Présidente de l'AAMFG



LA COLONELLE GUILLAUME DEVIENT LA PLUS JEUNE GÉNÉRALE DE FRANCE

Ancienne patronne des gendarmes de l'Ain, la colonelle Guillaume devient la plus jeune générale de France

Âgée de 47 ans et 5 mois, la colonelle Florence Guillaume, va devenir la plus jeune générale de l'histoire contemporaine de la gendarmerie. Le précédent détenteur du record avait été nommé à 48 ans.

Selon le magazine La Voix du Gendarme, l'ancienne patronne des gendarmes de l'Ain, la colonelle Florence Guillaume, va

devenir la plus jeune générale de l'histoire contemporaine de la gendarmerie.

Celle qui était jusqu'alors conseiller gendarmerie du Premier ministre va être promue générale à compter du 1er mai prochain, et doit quitter Matignon pour prendre des responsabilités opérationnelles.



Âgée de 47 ans et 5 mois, **elle sera également la plus jeune officière de gendarmerie à accéder aux étoiles.**

Le précédent détenteur du « record » était jusqu'alors le général Roland Gilles, ancien directeur général de la gendarmerie nationale, nommé à 48 ans.



Patronne des gendarmes de l'Ain de 2016 à 2019

Sixième femme à accéder aux étoiles, Florence Guillaume est l'officière dont on dit qu'elle a le potentiel pour être la première directrice générale de la gendarmerie. Première femme à avoir intégré le centre des hautes études militaires (CHEM), qui forme les élites de la défense, elle avait commandé le groupement de gendarmerie de l'Ain d'août 2016 à juillet 2019.



EMBARQUEZ DANS L'HÉLICOPTÈRE DE LA SECTION AÉRIENNE **DE LA GENDARMERIE**

Ces gendarmes sont capables de se transporter aux quatre coins de la région Bourgogne Franche-Comté en quelques minutes pour des enquêtes, de la surveillance ou du sauvetage. Ils font partie de la section aérienne de la gendarmerie nationale (SAG), basée à Dijon. Reportage en immersion. Et en images.

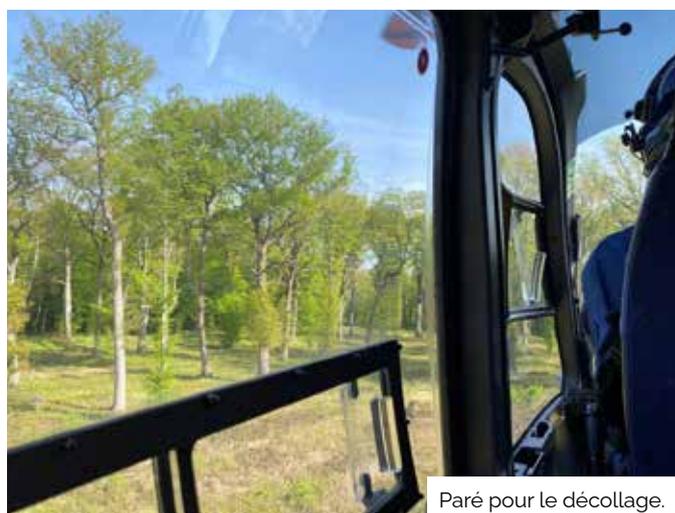


La base aérienne est située à proximité de l'école de gendarmerie de Dijon, à Longvic. C'est de là que décollent quotidiennement ou presque l'AS350B Ecureuil et l'EC 135.

Présentation de la machine avant le décollage



Ces hommes interviennent aux quatre coins de la région et en quelques minutes pour des enquêtes, de la surveillance ou du sauvetage.



Paré pour le décollage.

Embarquez dans l'hélicoptère de la section aérienne de la gendarmerie

En quelques minutes, l'hélicoptère quitte Dijon pour un survol de l'abbaye de Cîteaux et des vignes bourguignonnes.



Pilote et mécanicien travaillent de concert lors des missions



Une fois de retour à la base, il faut faire le plein pour être prêt à repartir en urgence si besoin.



Le Sag est basé à Dijon. L'équipe peut intervenir sur toute la région rapidement



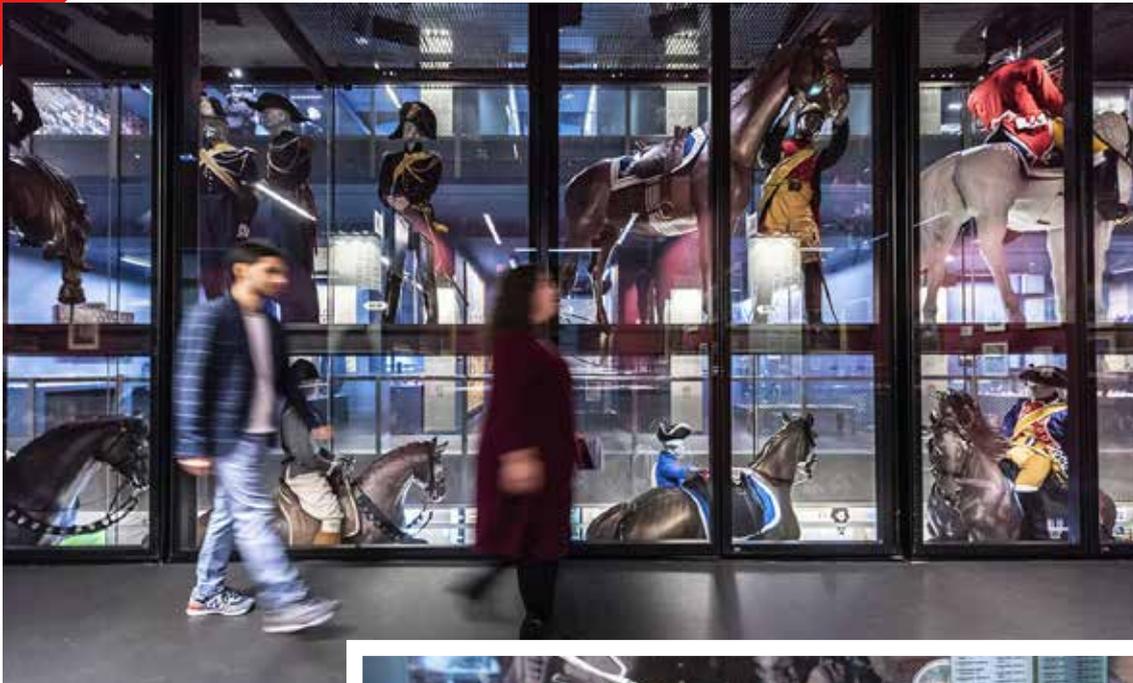
LE MUSÉE DE LA GENDARMERIE NATIONALE À MELUN

L'équipe du Musée de la Gendarmerie Nationale avait préparé tout un programme pour les vacances de Noël mais ce n'est que partie remise ! En attendant, découvrez ce musée et ses collections, ses expositions temporaires et les ateliers ludiques en mode virtuel !

Le Musée de la gendarmerie a été créé en 1946 mais c'est en 1978 qu'il a été officiellement inauguré. Au fur et mesure des années et des collections grandissantes, il était important de trouver un bâtiment plus grand, plus moderne. L'ampleur du projet d'agrandissement et son intérêt pour l'accès du public le plus large possible a permis d'obtenir l'appellation « Musée de France »

Après plusieurs mois de travaux le « nouveau » Musée de la Gendarmerie Nationale a ouvert ses portes dans un ancien bâtiment de l'Ecole des Officiers de la Gendarmerie Nationale à Melun.





MANCHE: **46 ANS APRÈS LEUR SERVICE, HUIT GENDARMES SE RETROUVENT AUTOUR DE LEUR ANCIEN COMMANDANT**



C'est un bel exemple de camaraderie. Et que d'émotion partagée au cours de retrouvailles qui ont ramené à Coutances (Manche), 46 ans après et mois pour mois, huit des dix gendarmes auxiliaires qui étaient arrivés à la brigade de cet arrondissement en avril 1976 pour y effectuer leur service militaire. À l'époque, ce groupe auxiliaire était encadré par le maréchal des logis-

chef Claude Barbey, aujourd'hui major à la retraite, et qui est à l'origine de ce rassemblement.

Le contingent était tellement soudé et dévoué que j'ai voulu mettre sur pied une cérémonie pour nous retrouver dans la convivialité et nous souvenir. Seul l'un des membres n'a pu être joint. Maréchal des logis-chef Claude Barbey.

■ **46 ans après leur service**, huit gendarmes se retrouvent autour de leur ancien commandant



“ L’occasion de se rappeler, dans le recueillement, que la vie, aussi engagée soit-elle dans le service et la joie entre jeunes, apprend à faire face à des moments difficiles.

Un hommage à Christophe Monbrun Et près d'un demi-siècle plus tard, samedi 30 avril 2022, à 10 h 30, dans cette même caserne de Coutances, la montée des couleurs a été saluée par les anciens appelés, suivis par des personnalités civiles et militaires qui les entouraient chaleureusement.

L'occasion de se rappeler, dans le recueillement, que la vie, aussi engagée soit-elle dans le service et la joie entre jeunes, apprend à faire face à des moments difficiles.

« Nous rendons aussi un hommage à Christophe Monbrun, qui avait intégré ce groupe de gendarmes auxiliaires, et qui a disparu tragiquement au sein de notre brigade », annonce l'ancien chef de groupe Claude Barbey.

Christophe avait mis fin à ses jours un soir, alors qu'il rentrait d'une partie de

pétanque avec ses camarades, qui en sont restés très choqués. Avec une incompréhension d'autant plus grande qu'un esprit de corps habitait toute la caserne.

« **Tonton Barbey n'a pas son pareil pour rassembler et fédérer** »

Un esprit incarné par le chef Barbey, à qui le personnel d'active a également rendu hommage samedi matin à l'heure de la collation. « **On l'appelle tonton Barbey, et il n'a pas son pareil pour rassembler, fédérer, donner de l'impulsion** », souligne le commandant Vincent Barand, à la tête de la compagnie de gendarmerie de Coutances et présent aux côtés du maire, Jean-Dominique Bourdin. Vidéos : en ce moment sur Actu

Président des médaillés militaires de la Ville et président départemental honoraire de l'Union nationale des combattants (UNC), Claude Barbey n'a pas fini de militer, avec toute la passion qu'on lui connaît.

POURQUOI LA FUTURE GENDARMERIE **DE SAINT-BREVIN** VA COÛTER UN MILLION D'EUROS DE PLUS QUE PRÉVU

La flambée des prix des matières premières entraîne un surcoût de la construction de la nouvelle gendarmerie de Saint-Brevin les Pins, évalué à près d'un million d'euros.



Cela fait cinq ans que le projet est sur les rails. Cinq ans que les élus de la communauté de communes de Sud Estuaire ont validé la construction d'une nouvelle gendarmerie à Saint-Brevin-les-Pins (Loire-Atlantique) pour remplacer l'actuelle, âgée d'une bonne trentaine d'années et jugée vétuste pour les militaires, comme pour le public.

Mais le projet, qui comprend la construction d'un nouveau bâtiment d'accueil et d'une caserne de 15 logements, patine. L'actualité internationale (Covid, guerre en Ukraine) a provoqué une pénurie et donc une flambée des prix des matières pre-

mières qui frappe de plein fouet les acteurs du BTP.

■ Un million d'euros de plus

Entre les devis envoyés au départ par les entreprises et les sommes demandées aujourd'hui, il y a un gouffre, comme l'a admis le président (et maire de Saint-Brevin) Yannick Morez, face à ses collègues lors du dernier conseil communautaire.

L'inventaire a de quoi faire pâlir. Les coûts du gros œuvre se sont envolés de 80 % (passant de 772 000 € à 1,39 M€). Ce n'est pas mieux pour les autres lots. Exemples avec la charpente bois (+ 137 %, de 157 000 à 371 000 €), la couverture étanchéité (+ 71 %, de 203 000 à 347 000 €) ou encore les cloisons et plafonds (+ 75 %, de 228 000 à 398 000 €).

Au final, la facture globale s'annonce autrement plus salée que l'estimation effectuée lors de l'avant-projet (3,33 M€) puisqu'il faudra environ un million d'euros supplémentaires.

« Malgré cette inflation extrêmement importante des coûts de construction, nous souhaitons poursuivre l'opération sans attendre ». Yannick Morez, maire de Saint-Brevin les Pins

Courrier au ministère de l'Intérieur

Si la communauté de communes a reçu 125 000 € de l'État au titre de la Dotation d'équipement aux territoires ruraux (DETR), Yannick Morez vient d'envoyer un courrier au ministère de l'Intérieur, demandant un coup de pouce supplémentaire pour ne pas que la collectivité porte seule cette hausse.

« Il serait légitime que pour ses fonctionnaires et ses services, l'État tienne compte de ces augmentations de coût pour que l'opération reste neutre pour le budget de notre territoire ».

L'élu a demandé une augmentation de la subvention fixe et la possibilité d'une révision à la hausse des loyers qui seront versés à la collectivité pour lisser dans le temps les surcoûts. Vidéos : en ce moment sur Actu

Les travaux pourraient être lancés fin 2022, début 2023, pour une livraison espérée désormais en 2024.



MUSÉE DE LA
GENDARMERIE
NATIONALE

ENTRÉE GRATUITE **AU MUSÉE DE LA GENDARMERIE** LES 1^{ER} DIMANCHE DU MOIS



Bonjour à toutes et tous,

Nous vous informons qu'à compter du dimanche **5 juin 2022**, l'entrée au Musée de la gendarmerie sera **gratuite** pour tous les 1^{er} dimanches de chaque mois.

Cette nouvelle disposition répond à une démarche d'accessibilité pour le plus grand nombre.

LES RÉSERVISTES DE LA GENDARMERIE SE FORMENT

Un stage est actuellement organisé au lycée agricole Bonne Terre.

Le chef d'escadron Éric Hannecart dirige une préparation militaire de la gendarmerie, un stage de formation des réservistes, qui se déroule du 23 avril jusqu'au 7 mai, au lycée d'enseignement agricole Bonne Terre à Pézenas.

« La préparation militaire gendarmerie a pour objectif de délivrer les savoirs (savoir-faire et savoir être) fondamentaux en vue d'occuper à court terme un emploi en qualité de militaire du rang dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie », explique l'officier.

81 stagiaires suivent la formation. Ils ne seront toutefois pleinement opérationnels que d'ici un peu plus d'un mois, après avoir suivi la formation complémentaire délivrant l'aptitude à exercer les prérogatives d'agent de police judiciaire adjoint, conférées par le code de procédure pénale. Publicité

Le groupe comprend 54 hommes et 27 femmes. Le plus jeune est âgé de 17 ans et le plus âgé a 40 ans.

Le niveau scolaire des stagiaires comprend 13 non-bacheliers, 35 bacheliers, 11 ont un bac +2, 9 un bac +3, 13, un master et 2 sont élèves ingénieurs à l'IMT Mines d'Alès. 35 sont lycéens ou étudiants, 38 sont actifs (salariés, agents de sécurité, aide-soignant, agent général d'assurances, ingénieur informaticien, médecin psychiatre...) et 8 sont demandeurs d'emploi.

Ces stagiaires ont fait le choix de l'engagement au service de la sécurité de leurs concitoyens, le choix de l'intérêt général,



de servir leur pays. Ils vont rejoindre les personnels d'active sur le terrain pour les aider dans un contexte social et sécuritaire de plus en plus exigeant.

Durant 15 jours, ils suivent une formation très complète : sport, technique de communication, moyens de lutte contre la délinquance, sécurité publique, militaire, une formation générale ainsi qu'une formation professionnelle particulièrement intense à raison de 15 heures par jour. L'effort porte sur les différentes techniques d'intervention professionnelle (contrôle et maîtrise d'individus dangereux, usage des armes, utilisation du bâton de protection télescopique et du pistolet à impulsions électriques, tir à balles réelles...).

Les stagiaires seront, en effet, très rapidement confrontés aux mêmes dangers que leurs camarades d'active dans le cadre de leur renfort au sein des unités de la gendarmerie départementale ou des détachements de surveillance et d'intervention de la réserve. Pour devenir réserviste, il faut être de nationalité française, avoir effectué un service national obligatoire, être apte physiquement et être âgé de 17 ans au moins et de 40 ans au plus.

DÉCÈS DU GENDARME JEAN-JACQUES BLOY, DU GROUPEMENT DE GENDARMERIE DE L'ARIÈGE

M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, et Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, font part de leur grande émotion à la suite du décès d'un sous-officier de gendarmerie de la brigade motorisée de Saint-Girons (Ariège) dans l'exercice de ses fonctions, dans la commune de l'Herm en Ariège.

Le vendredi 13 mai vers 17h, alors qu'il circulait dans le cadre d'une mission de reconnaissance d'itinéraire, le gendarme Bloy perd le contrôle de sa moto en glissant sur des graviers. Malgré l'intervention de son binôme et des secours, il décède des suites de ses blessures.

Âgé de 37 ans, il était marié et père de deux enfants.

Gérald Darmanin et Marlène Schiappa présentent leurs plus sincères condoléances à son épouse et ses enfants, sa famille et ses proches, et l'ensemble de ses camarades de la Gendarmerie.

Ils saluent la mémoire de ce gendarme engagé depuis 2005 au sein de la gendarmerie nationale qui servait à la BMO Saint-Girons depuis



le 1 septembre 2020. Ce drame qui vient endeuiller la gendarmerie nationale témoigne de l'engagement quotidien des membres de nos forces de sécurité intérieure au service de l'ensemble des français.

À ce titre, ils méritent le respect et la gratitude de la nation.



FIN DE L'OPÉRATION **SENTINELLE**

Il n'est pas rare que des propositions audacieuses se nichent au milieu des rapports de la Cour des comptes. Les magistrats financiers en ont donné un nouvel exemple ce 11 mai, dans une publication faisant le bilan à mi-parcours de la loi de programmation militaire (2019-2025).

Leurs observations ne manqueront de nourrir le débat public, puisque la loi en question est muette sur la trajectoire financière des crédits de la Défense pour les années 2024 et 2025. Or, depuis son adoption à l'été 2018, bien des choses ont bouleversé le tableau général. La crise sanitaire a fait déraiper les comptes publics, et surtout, la Cour s'inquiète de « l'accélération de la montée des menaces avec une multiplication des zones de crise ».

Dans ce contexte, « il est donc nécessaire que le ministère des armées exploite davantage les marges de ma-

noeuvre qui s'offrent à lui », conseille la rue Cambon.

Conscient des « choix nécessaires » qui se poseront, le rapport formule donc des pistes, y compris celles de « réexaminer le périmètre des activités des armées », notamment sur le plan intérieur, et « d'envisager de se désengager de certaines missions ».

La Cour des comptes cite Sentinelle. Lancée en janvier 2015 après les attentats de Charlie Hebdo, de Montrouge et de l'Hypercacher, cette opération permet de mobiliser 7 000 militaires, dans la durée pour protéger les lieux publics et sites sensibles (700 en 2015).



L'effectif peut être porté jusqu'à 10 000 hommes, pendant un mois. Un rapport du Sénat de 2016 notait que dans le cadre du plan Vigipirate, avant 2015, la contribution du ministère de la Défense se limitait à environ 800 militaires.

La mobilisation habituelle de troupes dans l'opération Sentinelle représente au total 10 % des forces opérationnelles terrestres, une « charge lourde pour l'armée de terre », selon la Cour, qui plaide pour une « revue du dispositif ». « L'intervention des armées sur le territoire national, par nature, doit avoir un terme », rappellent les magistrats.

Une opération « qui perturbe » et réduit les cycles d'entraînements de l'armée.

Au-delà de la temporalité et de la « doctrine » de l'emploi de forces armées sur le territoire national, la Cour des comptes oppose surtout des arguments pratiques en faveur d'un désengagement de l'armée de l'opération Sentinelle. En 2020, elle s'est chiffrée à 340 millions d'euros. D'une

“ La mobilisation habituelle de troupes dans l'opération Sentinelle représente au total 10 % des forces opérationnelles terrestres, une « charge lourde pour l'armée de terre »

part, 140 millions de surcoûts, au titre des missions de sécurité intérieure, et d'autre part, 200 millions de dépenses en personnel. Indemnités, frais de logement, logistique : même si Sentinelle reste loin de la facture des Opex (de l'ordre 1,4 milliard d'euros), elle est loin d'être indolore. Avec cette approche budgétaire, la Cour est dans son rôle habituel.

Il y a surtout un inconvénient « majeur », selon elle, à une période où le risque d'escalade militaire progresse dangereusement en Europe : celui de « perturber le cycle d'entraînement des militaires ». Pour le sénateur LR Cédric Perrin, vice-Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, le grand défaut de Sentinelle est avant tout tactique, bien avant d'être budgétaire. « Il y a un vrai sujet. Nos militaires doivent être consacrés à s'entraîner, pour d'éventuels conflits de haute intensité. C'est la vraie problématique. Si les Russes en sont là aujourd'hui, c'est qu'ils ne sont pas entraînés », note le sénateur du Territoire de Belfort. Le parlementaire plaide pour une « mise en sommeil » de Sentinelle. « On garde un dispositif mobilisable, et s'il y a des difficultés, on peut relever le niveau », propose-t-il.

Régulièrement, les rapports sénatoriaux imputent à Sentinelle une dégradation dans l'entraînement des troupes français. Un rapport d'information de fin 2021, rédigé par Olivier Cigolotti (Union centriste) et Michelle Gréaume (PCF) détaille cette tendance. « Pour l'armée de terre, depuis le déploiement de Sentinelle, la cible de 90 jours de préparation opérationnelle par militaire n'a plus été atteinte. Réduite à 72 en 2016, elle est remontée à 81 jours en 2017 mais aucun progrès n'a été constaté jusqu'en 2020. Cette stagnation perdurera encore en 2021 ».

En 2019, un rapport publié en prévision de l'examen du projet de loi



de finances, a également pointé le risque pour la disponibilité de l'équipement de l'armée. « La disponibilité des chars Leclerc souffre de l'engagement du personnel en charge de sa maintenance sur l'opération Sentinelle », écrivaient Jean-Marie Bockel (Union centriste) et Christine Prunaud (PCF).

Tout au long du quinquennat, plusieurs sénateurs se sont interrogés sur la pertinence ou la pérennisation de l'opération Sentinelle dans son cadre actuel. En 2018, Édouard Courtial (LR) a estimé que l'opération éloignait les militaires de leur « vocation première ». « Ne faut-il pas alors repenser complètement le système et clarifier la situation afin de savoir si nos armées doivent se concentrer sur les opérations extérieures ou assurer la sécurité intérieure ? » demandait également Sylvie Goy-Chavent (LR) en 2017, face à la ministre des Armées.

« Je pense que personne ne veut revenir dessus, par peur d'un incident » Quelle que soit l'alternative au dispositif, Cédric Perrin souhaite que le débat soit « tranché » et se dit donc « content que la Cour des comptes mette les pieds dans le plat ».

Il n'ignore cependant pas que la Cour des comptes s'attaque à un symbole de la sécurité depuis 2015. « Le vrai problème, c'est qu'il faut du courage politique. Je pense que personne ne veut revenir dessus, par peur d'un incident qui pourrait intervenir le lendemain ». François Hollande l'a appris à ses dépens. Le 14 juillet 2016, à la mi-journée, le président de la République donnait sa traditionnelle interview à l'Élysée.

Une annonce : l'allègement de Sentinelle, après la fin du Tour de France. Le soir même, Nice était frappée par un attentat islamiste, ouvrant la voie à une prolongation de l'état d'urgence et des moyens militaires déployés dans les rues de France. Les militaires de Sentinelle ont même parfois servi

de cibles aux terroristes, comme au Carrousel du Louvre le 3 février 2017, ou encore à l'aérogare d'Orly, le 18 mars 2017.

Si la Cour des comptes pousse au désengagement des militaires, elle n'appelle pour autant pas à une disparition de l'opération Sentinelle. Elle suggère ainsi « la possibilité de son éventuel transfert vers les forces normalement chargées de la sécurité intérieure, selon des modalités faisant intervenir les réservistes de ces forces ».

Une solution que partage le sénateur Cédric Perrin. « On doit s'organiser différemment, travailler avec les forces de sécurité intérieures. Ce n'est pas le rôle de l'armée de faire ce genre de choses. Chacun son métier. » Pour lui, Sentinelle est psychologique. « L'opération sert à rassurer la population, c'est de la communication. »

Dans un rapport de 2016, préfigurant les réflexions autour de la Garde nationale, l'ancien sénateur Jean-Marie Bockel notait que seulement 400 réservistes participaient à Sentinelle, soit « 4 à 6 %, tout au plus, des 7 000 à 10 000 militaires déployés au quotidien dans ce cadre ».

Actuellement, pour la seule partie des forces de sécurité intérieures, on relève 30 000 hommes dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale, et 7 000 dans la réserve civile volontaire de la Police nationale.

LA VIEILLE MÉGANE RS DES GENDARMES **DE L'HÉRAULT** POUSSÉE À LA RETRAITE PAR L'ALPINE A110

Quand les délinquants de la route vont la voir arriver à leur trousse, inutile de vous dire qu'ils vont réfléchir à deux fois avant d'augmenter les rapports.

Eh oui, finie la vieille Mégane RS et ses 302 000 kilomètres au compteur. Le bolide de l'équipe rapide d'intervention (ERI) du peloton d'autoroute de Poussan est poussé à la retraite, après de longues années de bons et loyaux services, par une Alpine A110 d'un bleu métallisé éclatant qui a vraiment fière allure avec sa ligne sportive.

Comme vingt-cinq autres départements français, au même titre que l'Aude, le Gard et les Pyrénées-Orientales, l'Hérault vient de récupérer sa dotation.

Alors certes, le véhicule, neuf, est en rodage mais d'ici quinze jours, trois semaines, nul doute qu'il va faire des ravages sur les routes et autoroutes du 34.

« L'équipe rapide d'intervention de l'EDSR 34 a pour mission de gérer toutes les interventions rapides. Il est doté de deux pilotes aguerris qui ont reçu une formation spécifique avec des sélections extrêmement poussées. Dans l'Hérault, ce sont d'ailleurs les deux seuls pilotes qualifiés pour conduire cette Alpine en situation opérationnelle », confie, ce jeudi après-midi, le commandant Sébastien Bruche

à la tête de l'EDSR 34, lors de la présentation du bolide à la presse.

Avant de renchérir : « Leur cœur de métier, c'est la lutte contre les grands excès de vitesse, principalement sur le réseau autoroutier. Mais ils peuvent aussi être réquisitionnés lors d'opérations dites "anti-délinquance", sur route, lors d'un dispositif d'interception d'un fuyard, notamment. »

■ **De 0 à 100 km/h en 4,5 secondes !**

Cette mythique et prestigieuse voiture française, qui équipait déjà la gendarmerie nationale dans les années 60, reprend donc du service, avec son gyrophare, son deux tons et son panneau arrière à message variable. Forte de ses 252 chevaux, agile et légère, elle monte de 0 à 100 km/h en 4,5 secondes et peut atteindre une vitesse maximale de 250 km/h. Sans compter sa faible émission de CO₂ avec 144 g/km. Vous ne pourrez pas dire que vous n'étiez pas prévenus.

LA GENDARMERIE **DE SARZEAU** S'ÉQUIPE DE VÉLOS À ASSISTANCE ÉLECTRIQUE

L'adjudant-chef David Nouvel, commandant de la brigade de gendarmerie de Sarzeau, le lieutenant Kévin Défontaine commandant la communauté de brigade de Theix-Noyal et trois militaires de Sarzeau ont présenté, vendredi 29 avril, à Jean-Marc Dupeyrat, le maire de Sarzeau, et Gérard Le Drogo, adjoint à la sécurité, trois vélos à assistance électrique, nouveaux moyens de locomotion mis à la disposition des gendarmes. Ce type de matériel est de plus en plus fréquent dans la gendarmerie.

■ Un moyen de prévention

Actuellement Sarzeau est la seule brigade de la région à en posséder. Ces vélos serviront à parcourir les 100 km du réseau cyclable de la Presqu'île de Rhuy, et aussi se rendre plus facilement sur place les jours de marché, ce qui facilitera les contacts avec la population. « C'est plus un moyen de prévention que de répression » souligne le lieutenant Défontaine..



UNE BRIGADE MOBILE **DE GENDARMERIE** POUR GARDER DU LIEN AVEC LA POPULATION ARDÉCHOISE

Pour pallier l'absence de gendarmerie en Ardèche, une brigade mobile a été créée. Un camping-car aménagé sillonne le département et dessert 21 communes.

Depuis le début de l'année, des gendarmes sillonnent la montagne ardéchoise en camping-car. C'est la solution qu'ils ont trouvée pour rompre l'isolement et le manque de services publics dans les zones rurales. A la manière des marchands ambulants de pain ou de viande, les forces de l'ordre vont à la rencontre des habitants qui n'ont plus besoin de parcourir des kilomètres pour déposer plainte. Le camping-car tourne sur Coucouron, Saint-Etienne-de-Lugdarès et le Béage. Auparavant, il y avait 3 gendarmeries sur le secteur.

■ 21 communes ardéchoises

Depuis trois mois, quatre fois par semaine, les gendarmes de la brigade de Lanarce délocalisent leur bureau. Au programme 21 communes. Un territoire de 580 km², cinq fois la taille de Paris intramuros pour seulement 4 500 habitants. 2 heures de route du nord au sud et 45min/1h d'est en ouest ».

A Saint-Etienne de Lugdarès, c'est donc le retour des gendarmes après 8 ans d'absence. Les habitants, surpris dans un premier temps, apprécient aujourd'hui de voir les gendarmes venir à eux le vendredi matin. Françoise Benoit, maire de la commune, a toujours la nostalgie de la présence quotidienne des forces de l'ordre d'avant 2014 mais se réjouit de cette présence hebdomadaire. « A cette période, ils étaient là tous les jours. Leurs enfants étaient à l'école. Tout ça ce sont des relations de proximité qu'on a perdues mais que l'on retrouve un peu avec cette brigade mobile ». Lédile a eu des échos positifs. « Les

habitants savent qu'ils peuvent venir voir les gendarmes le vendredi matin, et qu'ils n'ont plus besoin de se déplacer jusqu'à Lanarce. Ils sont rassurés. ». Bien souvent auparavant, les plaignants renonçaient à faire les 30 minutes de voiture qui les séparaient du poste de gendarmerie. Tatiana est pompier volontaire. Elle est très heureuse, elle aussi, de voir de nouveau des gendarmes dans son village. « C'est rassurant, surtout l'été quand la population augmente ».

■ Un service de proximité et une continuité du service public

Le camping-car floqué aux couleurs de la Gendarmerie nationale est entièrement équipé et autonome. A l'arrière, un bureau a été créé de toute pièce. « On a le PC qui nous permet de prendre des plaintes, les procurations, les mains courantes et une imprimante comme si on était au bureau » explique Lucie Keraudy, gendarme.

Mathieu Morda, commandement de la compagnie de Largentière, apprécie ce retour sur le terrain au plus près des habitants. « On inverse le déplacement, ça nous permet vraiment d'assurer un service de proximité et une continuité du service public qui se perd naturellement du fait des étendues. [...] Déjà au bout de 3 mois, c'est devenu une annexe de la gendarmerie, une institution pour les habitants et les élus ». Lors de l'inauguration de cette brigade mobile en janvier dernier, le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, a promis la création de 200 brigades de gendarmerie supplémentaires en France dont une unité pour l'Ardèche.

Les jours et lieux de permanence de la brigade sont inscrits sur les sites internet des mairies concernées.



L'IRCGN OUVRE LES VOIES **DE LA COOPÉRATION** EN CRIMINALISTIQUE AVEC LA POLICE MALDIVIENNE

Du 16 au 19 mai, le lieutenant-colonel Frédéric Brard, de l'IRCGN, s'est rendu à Male, aux Maldives, pour rencontrer les autorités policières maldiviennes et les chefs des différentes sections criminalistiques du laboratoire national de la police.

Accompagné par le chef d'escadron Julien Noret, attaché de sécurité intérieure adjoint en Inde, le lieutenant-colonel Brard, adjoint au chef de la Division criminalistique identification humaine (DCIH) à l'IRCGN (Institut de Recherche Criminelle de la Gendarmerie Nationale) et expert en ADN inscrit près une cour d'appel, s'est rendu à Male, aux Maldives, dans le cadre d'une mission soutenue par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Il s'y est entretenu avec les autorités policières locales et les chefs des différentes sections criminalistiques du laboratoire national de la police.

Ces rencontres ont permis d'échanger sur les pratiques et les approches forensiques des deux pays, en vue de futures coopérations et d'une éventuelle assistance technique.

Le partage d'expériences a été au rendez-vous lors de riches discussions. Ces dernières ont aussi été l'occasion

d'évaluer les contraintes et d'exprimer les attentes et les besoins en matière de gestion des scènes de crimes et d'identification des victimes de catastrophes.

Ces premiers échanges très prometteurs annoncent le début d'une coopération étroite entre les deux pays, tant sur le plan technique que sur celui de la formation des spécialistes, garantissant ainsi pour l'avenir une prise en charge optimale de scènes complexes ou d'envergure.

LATTES :

UN GENDARME EN CIVIL PERD SON ARME DE SERVICE EN PLONGEANT DANS LE PORT POUR SAUVER UN HOMME VICTIME D'UN MALAISE

Des recherches ont été entreprises samedi à Port Ariane, à Lattes, au sud de Montpellier, pour récupérer l'arme à feu de service d'un gendarme, qui l'a perdue en plongeant pour sauver un homme.

Samedi , à Port Ariane, à Lattes, des recherches ont été entreprises pour récupérer l'arme à feu de service d'un gendarme, qui l'a perdue en plongeant, trois jours plus tôt.

Au total, quatre plongeurs de la brigade nautique du groupement de gendarmerie de l'Hérault ont longuement sondé les eaux du port, à la recherche du pistolet.

qu'il se trouvait en civil sur un quai de Port Ariane, à Lattes, ce militaire a courageusement plongé pour secourir un homme, qui, victime d'un grave malaise sous ses yeux, était tombé à l'eau, quelques mètres en contrebas et était en train de se noyer comme l'explique le journal Métropolitain.

Le gendarme sauvera la vie de la victime qui sera prise en charge par les services

de secours et transportée aux urgences du CHU de Montpellier. Cependant, lors du plongeon, le militaire de la gendarmerie a perdu son arme à feu de service, un pistolet semi-automatique SIG-Sauer SP 2022, qui équipe également les services de police.

Le sauveteur s'est aperçu de la perte de son pistolet en remontant sur le quai.

COVID-19 :

DES GENDARMES QUI REFUSAIENT DE SE FAIRE VACCINER ONT-ILS ÉTÉ SUSPENDUS ?

Les soignants sont toujours soumis à l'obligation vaccinale contre le Covid-19, c'est aussi le cas pour certains gendarmes, mais pour eux l'obligation ne relève pas de la loi. On vous explique ce que cela change.

« Les gendarmes non vaccinés pourront-ils reprendre le travail ? On n'en parle pas beaucoup de ce sujet », nous dit Alain.

Effectivement, certains gendarmes comme les soignants sont concernés par l'obligation vaccinale contre le Covid-19. Mais ce n'est pas aussi simple.

En France, la vaccination obligatoire des soignants est entrée en vigueur le 15 septembre 2021. Agents publics ou salariés, les personnels des établissements et services sanitaires et médico-sociaux avaient jusqu'au 15 octobre 2021, dernier délai, pour avoir un schéma vaccinal initial complet, sauf contre-indication médicale reconnue. Depuis le 30 janvier 2022, la dose de rappel est devenue obligatoire pour ces professionnels de santé.

Du côté des gendarmes, comme vous nous le demandez Alain, « la vaccination contre le Covid-19 est inscrite, par le service de santé des armées, au calendrier vaccinal des armées et reste obligatoire pour les militaires dans les cas précisés dans une instruction du service de santé des armées », nous indique la Gendarmerie nationale.

Cette instruction est ensuite déclinée selon les forces armées et pour la gendarmerie, la vaccination contre le Covid-19 reste notamment obligatoire, au titre de l'engagement opérationnel, pour l'ensemble des militaires de la gendarmerie qui assurent des missions au contact du public.

■ Pas de gendarmes suspendus

Cette obligation concernant les gendarmes « ne relève pas de la loi du 5 août 2021 mais de dispositions propres au Code de la Défense et aux attributions du ministre des Armées pour préserver la santé des personnels et la capacité opérationnelle des forces armées, dont la gendarmerie », nous précise la Gendarmerie. La loi du 5 août 2021 imposait la vaccination obligatoire des personnels soignants.

N'étant pas soumis à l'obligation vaccinale du fait de la loi du 5 août 2021, « aucun militaire de la gendarmerie ayant refusé la vaccination contre le Covid n'a été suspendu de ses fonctions ». Il n'y a donc pas de réintégration puisque pas de suspension.

■ Des réaffectations vers d'autres postes

S'il n'y a pas eu de suspension, les militaires qui ont refusé la vaccination et qui exerçaient des missions au contact du public ont été réaffectés dans des postes hors du contact avec le public afin de contribuer à préserver la santé des populations et de permettre le maintien d'une capacité opérationnelle dans chaque unité, explique la Gendarmerie nationale.

GENDARMERIE NATIONALE :

DANS LES COULISSES DE L'ENTRAÎNEMENT DES CHIENS ENQUÊTEURS

Dimanche 15 mai, le JT de 13 Heures s'intéresse aux chiens renifleurs utilisés par la gendarmerie nationale pour rechercher des personnes disparues.

Les chiens renifleurs sont un atout de la gendarmerie nationale. « Quand le chien a le nez au sol, les oreilles traînent par terre. Elles forment une sorte d'entonnoir, un cône qui va concentrer, lui ramener les odeurs dans le nez », explique un maître-chien de la gendarmerie.

Les chiens aident ainsi sur des enquêtes, pour retrouver des personnes disparues.

Son museau lui permet de flairer des pistes, parfois jusqu'à sept jours après une disparition.

■ 20 chiens renifleurs dans la gendarmerie nationale

En quelques minutes, le chien a réussi à l'exercice. En France, la gendarmerie nationale est dotée de 20 Saint-Hubert. Ils sont appelés pour plusieurs missions ou pour des traques, à l'exemple de celle d'un ancien militaire en cavale, en mai 2021. « Ce n'est pas une mission classique, là on cherche quelqu'un qui veut vous faire du mal », témoigne un gendarme qui a participé à cette recherche. Il se souvient que son chien a été une source de réconfort.

MILLAU

GROUPAMA REMET UNE PEUGEOT 5008 À LA GENDARMERIE

Ce mardi 3 mai en début d'après-midi, la compagnie de gendarmerie de Millau s'est vu remettre officiellement par Yann Gaches, responsable local des assurances Groupama d'Oc, un véhicule Peugeot 5008.

Ce véhicule avait préalablement été saisi en 2021 par les gendarmes de la brigade des recherches de Millau dans une vaste affaire d'escroqueries en bande organisée.



avant d'être restitué par décision de justice à la société d'assurances Groupama.

La compagnie d'assurances a décidé de faire don du 5008 à la gendarmerie, ce dernier sera utilisé par l'équipe cynophile de la compagnie de Millau dans le cadre de ses missions spécifiques.

PLUS DE 3,6 M€ DE TRAVAUX PRÉVUS À L'ÉCOLE DE GENDARMERIE DE CHÂTEAULIN EN 2022

L'école de gendarmerie de Châteaulin va bénéficier cette année d'un plan d'investissements massif puisque ce sont plus de 3,6 millions d'euros qui vont être engagés pour différents travaux.

D'importants travaux vont être engagés cette année à l'école de gendarmerie de Châteaulin pour un montant de quelque 3,6 millions d'euros, octroyés par le ministère de l'Intérieur. Les rénovations concerneront principalement le chauffage, les sanitaires ainsi que les dortoirs. La date de début des travaux est actuellement à l'étude afin de pouvoir les réaliser quand les élèves gendarmes ne sont pas dans les bâtiments.

■ Le ministère de l'Intérieur s'engage

« J'ai sollicité le ministre de l'Intérieur, Monsieur Gérard Darmanin, afin qu'il déblocue une enveloppe travaux pour des rénovations à l'école de gendarmerie de Dinéault », indique Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale et député de la sixième circonscription du Finistère, ce 3 mai 2022. Une sollicitation qui s'est donc soldée par une réponse positive du Ministère le lundi 2 mai 2022 : « Sept opérations seront programmées cette année [...] à hauteur de 2,6 millions d'euros », peut-on lire sur la lettre du ministre de l'Intérieur au député de la 6e circonscription.

■ Des dortoirs et tuyauteries vétustes

Créée en 1999, l'école de gendarmerie compte aujourd'hui quelque 720 élèves gendarmes. « La tuyauterie a une quarantaine d'années (NDLR : l'école étant

implantée au sein de la caserne de la Tour d'Auvergne, sur le site de TyVougeret à Dinéault, qui abritait précédemment le 41^e régiment d'infanterie et qui date, elle, de 1979) », explique le général Christian Devy, commandant de l'école de gendarmerie de Châteaulin. Autant dire qu'il vaut mieux ne pas être le dernier à aller prendre sa douche... ! Quant aux réseaux sanitaires et aux vestiaires ; ils sont, eux aussi, d'époque : « Ils sont vétustes, désuets, ils datent des années 80 », poursuit le général Devy. D'où la nécessité d'une petite cure de jouvence.

■ Un stand de tir à un million d'euros

L'école bénéficiera également cette année de la construction d'un stand de tir (d'un montant d'un million d'euros) et de l'installation du Wifi dans toute l'école. Le nouveau stand de tir devrait être opérationnel fin 2022, début 2023. Le général Devy ne cache pas sa satisfaction : « Nous sommes très contents d'avoir un Ministère qui s'occupe de nous afin qu'on ait une école accueillante et performante. Et on est contents de pouvoir accueillir les élèves dans de bonnes conditions ». Les derniers travaux d'ampleur en 2017. À noter que les derniers gros travaux de cette ampleur remontent à 2017 avec la rénovation du Mess militaire (restaurant militaire pour officiers et sous-officiers) pour un montant d'environ 3 millions d'euros.

PLUS DE 300 GENDARMES POUR LUTTER CONTRE LES SITES D'ORPAILLAGE CLANDESTIN

L'opération a duré 6 heures durant à différents points stratégiques de la ville de Kourou. – **France-Guyane**

Six heures durant, plusieurs centaines de gendarmes se sont déployés à des points stratégiques de la ville de Kourou pour lutter contre l'orpillage clandestin. Sur ces sites dits « logistiques » et à proximité, des contrôles ont donné lieu plus d'une trentaine d'interpellations, 16 placements en garde à vue et à de très nombreuses saisies. 300. C'est le nombre de gendarmes, en provenance de toute la Guyane, mobilisés sur une opération d'envergure pour lutter contre les sites logistiques d'orpillage clandestins.

Bien avant l'aube, sur les coups de 4 heures, cet énorme dispositif de gendarmerie s'est déployé au point kilométrique 6, au Dégrad Samaraca ainsi qu'au centre-ville de Kourou. Hélicoptères, enquêteurs et gendarmes mobiles ont ratissé ces zones, ce qui a donné lieu à plus d'une trentaine d'interpellations et à de très nombreuses saisies à ces différents endroits. La fin des opérations s'est faite un peu après 10 heures du matin.

Finalement, sur toutes les personnes interpellées, 16 d'entre elles ont été placées en garde à vue, selon le parquet de Cayenne. L'important déploiement de gendarmes fait suite à une enquête diligentée par 2 juges d'instruction en co-saisine.



“ Bien avant l'aube, sur les coups de 4 heures, cet énorme dispositif de gendarmerie s'est déployé au point kilométrique 6, au Dégrad Samaraca..

COMMUNIQUÉ DE LA GENDARMERIE



Récapitulatif de la gendarmerie nationale sur les arnaques les plus répandues.

■ L'accusation de pédophilie

Un mail aux multiples en-têtes « Europol », « Police fédérale », « Direction générale de la police judiciaire » vous est adressé. Un policier vous accuse de pédophilie après une pseudo-saisie informatique. Il indique que vous faites l'objet de poursuites judiciaires parce que vous avez envoyé des images dénudées à des mineurs ou consulté des sites pédophiles et que le procureur va vous envoyer en prison, sauf si vous répondez et que vous payez une amende.

La gendarmerie, ou la police ne convoquent jamais par mail, surtout pour des faits de cette nature. Il faut être attentif aux fautes d'orthographe et la justice ne demande jamais d'argent pour arrêter des poursuites judiciaires.

■ L'assurance maladie

Le SMS est lapidaire et des centaines de personnes le reçoivent chaque jour en ce moment : « Malheureusement votre carte vitale est arrivée à expiration, veuillez renouveler votre carte en cliquant sur ce lien » peut-on y lire.

Face à ces tentatives d'hameçonnage (Phising), l'assurance maladie invite à la plus grande prudence. La commande ou le renouvellement de la carte vitale ne s'effectue que sur le compte Ameli. La Sécurité Sociale ne vous demandera jamais la transmission par mail ou SMS de vos coordonnées bancaires ni vos informations personnelles.

■ Les ventes sur le boncoin.fr...

L'escroquerie touche les échanges sur le boncoin.fr, Vinted et autres sites où vous avez déposé des objets à la revente. Une personne se dit intéressée, vous contactez mais indique qu'elle ne peut payer que par Paypal. Vous n'avez pas ce moyen de règlement ? L'escroc vous dit alors qu'il vous envoie de

quoi créer le compte Paypal, puis vous demande de verser 1000 € qui seront restitués.

Si vous voulez vendre quelque chose sur ces sites, ce n'est pas à vous de verser de l'argent ! N'envoyez les objets que lorsque la somme est créditée sur votre compte.

■ La publicité en ligne

Cette arnaque fleurit sur beaucoup de sites en ligne où, tout d'un coup, un témoin assure sur une publicité vidéo qu'il a gagné beaucoup d'argent avec un investissement minime et autres recettes miraculeuses pour faire fructifier ses économies.

Quand c'est trop beau, c'est forcément une arnaque !

■ Le SMS du faux paiement

Vous recevez un message affirmant que vous avez effectué un paiement de telle ou telle somme et demandant, si vous n'en êtes pas l'auteur, de composer un numéro. On vous demande de fournir vos coordonnées bancaires.

Ne rappelez jamais ces numéros ! en plus, il se peut qu'ils soient surtaxés.

■ L'arnaque bancaire par téléphone

Une variante du SMS mais avec un appel. La banque vous téléphone indiquant qu'il y a eu une utilisation frauduleuse de votre carte bancaire et vous redemande la date d'expiration et le code cryptogramme, car il s'agit d'un achat en ligne. Là, la victime reçoit un SMS qui demande de rentrer un code pour valider le blocage... En fait, l'opérateur a fait des achats en ligne.

Ne fournissez jamais vos codes de CB. Appelez immédiatement votre conseiller bancaire.

■ L'escroquerie aux sentiments

Technique ancienne mais redoutablement efficace et plus que jamais d'actualité. Votre adresse mail a été piratée et tous vos contacts reçoivent le même message : vous êtes soi-disant bloqué à l'étranger, empêtré dans une sale affaire ou touché par une grave maladie, vous

ne pouvez pas téléphoner, mais vous avez un besoin urgent d'argent via des cartes de prépaiement.

Sur le lot, il arrive qu'une ou deux personnes naïves concentrent vous envoyer de quoi dépanner l'escroc et le piège s'est refermé.

Il ne faut jamais réagir à chaud et en parler autour de soi. Contactez votre opérateur !

■ Attention aux rencontres en ligne

Une variante qui joue sur la solitude des gens et leurs émotions. Elle est consécutive à des rencontres en lignes, virtuelles donc, où une fois la confiance gagnée un message grave est échangé. La personne affirme être dans un pays lointain, on lui reproche une pseudo-infraction et elle a besoin urgent d'argent pour ne pas être emprisonné. Puis pour dormir à l'hôtel parce qu'elle est bloquée etc.

Donnez de l'argent à quelqu'un que vous n'avez jamais vu ! Sérieusement !

■ Les faux colis

Un SMS ou un mail indique que votre colis est en cours de livraison via La Poste, DPD ou UPS et qu'il n'a finalement pas pu être livré. Pour le recevoir, il faut alors payer des frais d'expédition ou d'affranchissement. Encore une fois, ne réagissez pas sous le coup de l'émotion. Si vous avez commandé quelque chose, contactez le site ou si vous n'avez rien commandé, vous ne recevrez pas de colis !

■ Le faux compte professionnel de formation

Par coup de fil à répétition ou par message sur votre portable. Tout le monde en est inondé en ce moment. Sous couvert de ne pas vous faire perdre la somme correspondant à vos droits à la formation, on vous siphonne votre compte personnel avec des tutoriels vidéos bidons que vous avez accepté.

AAMFG

L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie est membre de l'Entente Gendarmerie et fait partie des associations signataires de la Charte des associations avec la Direction Générale.

L'AAMFG apporte son expérience à tous ses membres.
Vous avez besoin d'aide pour faire face à une situation d'urgence, d'un renseignement, un problème qui touche votre famille (membre ou non), vous pouvez nous contacter directement.
Pour contacter un membre du bureau national, du conseil d'administration ou une de nos antennes :

LES RESPONSABLES

Mme Murielle NOEL

Présidente Nationale
35, Les Planèzes
23400 BOURGANEUF
muriellenoel@aamfg.fr
06 87 18 26 67

Fabienne GOESLIER-CHALLES

Vice présidente
70, rue des Capucins
41200 ROMORANTIN LANTHENAY
fabiennechalles@aamfg.fr
06 86 30 17 40

Christine ROBIN

Secrétaire générale
155, chemin de Baylot
33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC
christinerobin@aamfg.fr
06 62 63 33 55

Virginie RODRIGUEZ

Responsable entraide
4E rue du G^{al} Audibert 35200 RENNES
virinierodriguez@aamfg.fr
06 26 88 06 09

Marianne BARALE

86 impasse Héra - Bat C2
83160 LA VILETTE DU VAR
mariannebarale@aamfg.fr
06 65 65 39 23

Christelle PINGEOT

87250 BESSINES SUR GARTEMPE
christellepingeot@aamfg.fr
06 22 26 60 59

Anne MARTINEZ

162 rue de l'Arnel 34070 MONTPELLIER
06 50 49 68 49 - annemartinez@aamfg.fr

POURQUOI ADHÉRER ?

www.aamfg.fr



L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie ne cesse de mener l'essentiel de son activité pour faire progresser les conditions de vie des familles de gendarmes. Animée d'une parfaite volonté et respectueuse de l'éthique d'une institution prestigieuse, l'AAMFG n'entend pas s'immiscer dans la gestion des affaires. Elle apporte un soutien à ses membres dans la gestion de dossiers parfois complexes et difficiles (sur le plan technique et/ou moral).

L'AAMFG s'engage également pour sensibiliser les autorités et l'opinion publique sur les problèmes rencontrés au quotidien. Enfin l'association par votre écoute, la veille menée par nos délégués et leur proximité représente une interface utile pour vous guider, vous orienter au fil des années passées aux côtés d'un gendarme.

Si à ce jour, la naissance de l'association reste marquée du mouvement historique de 2000, si des combats ont d'ores et déjà été gagnés au profit de l'amélioration de la qualité de vie pour tous, ensemble nous serons toujours plus forts et représentatifs de toutes les familles de la Gendarmerie, et ce, sans distinction de catégories de statuts (GAV, sous-officier, ...).

C'est pourquoi nous vous invitons à souscrire ou renouveler votre adhésion annuelle et ainsi de bénéficier au mieux de notre soutien, afin d'être solidaire des personnes dans les situations délicates que nous aidons chaque jour, pour contribuer au développement de notre action au service de la qualité de vie de la famille et lui donner sa juste valeur.

J'adhère à l'AAMFG pour l'année

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal et ville :

Téléphone :

Portable :

E-mail :

Cotisation annuelle : 15 € ⁽¹⁾

Don de soutien à l'association :⁽²⁾

(montant libre et facultatif)

Total du paiement * (=1 + 2) :

Parrainage :

Je souhaiterais m'impliquer dans la vie de l'association et accepte des responsabilités départementales au sein de l'AAMFG (candidature soumise à acceptation après instruction de la candidature et détermination des missions possibles).

Merci d'expédier ce bulletin par courrier accompagné de votre paiement à l'adresse suivante :

AAMFG – Service des Adhésions

35, les planèzes 23400 Bourganeuf

*par chèque libellé à l'ordre de l'AAMFG